

Jean Dalozé, Les mendiants d'énergie et l'Euratom (Bruxelles, mai 1957)

Légende: En mai 1957, la Revue générale belge dresse une analyse détaillée du rapport des trois Sages sur l'Euratom et pointe les enjeux économiques et politiques de la coopération nucléaire pour la politique énergétique de l'Europe.

Source: Revue générale belge. Mai 1957. Bruxelles. "Les mendiants d'énergie et l'Euratom ", auteur:Dalozé, Jean , p. 136-144.

Copyright: (c) Revue Générale Belge

URL:

http://www.cvce.eu/obj/jean_dalozé_les_mendiants_d_énergie_et_l_euratom_bruelles_mai_1957-fr-6c2426f1-3e56-4c04-8ded-foafdca65850.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015



A propos du rapport de MM. Armand, Etzel et Giordani

Nous avons terminé notre précédente chronique en évoquant les besoins immédiats de notre industrie électrique en combustible, soit un million de tonnes supplémentaires pour 1959. Il faut, de toute urgence, exploiter nos réserves charbonnières de Campine, avons-nous conclu. Cet appétit énergétique de notre petit pays, ainsi illustré, doit être transposé à l'échelle européenne. Le rapport des « trois sages » de l'Euratom, qui a été publié le 7 mai 1957, nous en donne l'excellente occasion.

En septembre 1956, le comité Monnet pour l'Europe a proposé qu'une étude soit entreprise et un rapport rédigé sur les besoins en énergie nucléaire dans les six pays de la petite Europe, occupés à ce moment à accoucher du Marché Commun et de l'Euratom. Le 16 novembre 1956, les ministres des Affaires étrangères d'Allemagne, de Belgique, d'Italie, de France, du Luxembourg et des Pays-Bas chargeaient « trois sages » d'établir un rapport sur « les quantités d'énergie atomique qui peuvent être produites dans des délais rapprochés dans les six pays, et sur les moyens à mettre en œuvre à cet effet ». M. Louis Armand, président des Chemins de fer français, M. Giordani, qui préside aux recherches scientifiques en Italie, et M. Etzel, vice-président de la Haute Autorité de la CECA, furent chargés de ce rapport. C'est son *texte* qui vient d'être livré à la publicité.

Ces Messieurs ont fourni, en cinq mois, un travail considérable. Ils ont visité les six pays de la petite Europe pour y mesurer les besoins en énergie et les programmes prévus. Ils ont longuement séjourné aux États-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne, pays notablement plus développés que les nôtres en matière atomique. Des experts américains très qualifiés, et notamment le réalisateur du sous-marin atomique « Nautilus », ont séjourné à Luxembourg durant plusieurs semaines pour aider les spécialistes européens à la mise au point des aspects techniques du rapport. Il s'agit d'un document sérieux, qui doit être pris en attentive considération.

Les mendiants d'énergie

Le rapport des « trois sages », intitulé « Un objectif pour Euratom », comporte d'importantes annexes techniques et une partie générale. Nous insisterons particulièrement ici sur cette dernière. Il faut toujours commencer par le « de quoi s'agit-il ? » de Foch.

L'Europe, après avoir été le magnat de l'énergie, en est aujourd'hui réduite à la mendicité en ce domaine. C'est un phénomène extrêmement grave. L'énergie est le sang des civilisations modernes. Il conditionne l'expansion économique et le progrès social. Un minimum de bien-être est nécessaire à la pratique de la vertu, a écrit saint Thomas. Le potentiel énergétique d'un peuple conditionne son bien-être.

La grande révolution industrielle qui a caractérisé l'histoire de l'Europe dans la deuxième moitié du XIX^e siècle a donné le leadership à notre continent. En 1870, les trois quarts de l'énergie mondiale (218 millions de tonnes de charbon) étaient produits dans les six pays de l'actuelle CECA et en Grande-Bretagne. Nous étions les grands producteurs d'énergie, les premiers exportateurs de charbon et de produits fabriqués grâce à lui. Aujourd'hui, la production charbonnière de ces sept nations ne représente plus que 15 % de la production mondiale d'énergie, tout en étant supérieure à l'extraction mondiale de 1870. Ce recul relatif n'aurait pas d'importance si notre continent parvenait à disposer de l'énergie suffisante pour assurer son expansion. Il ne serait, dans ce cas, que la manifestation du progrès des pays tiers, ce qui serait fort bien. Mais le fait est, malheureusement, que nous ne trouvons plus en nous-mêmes les capacités énergétiques suffisantes, ainsi qu'il résulte de nos importations croissantes d'énergie.

En 1935-1936, précise le rapport des « trois sages », la consommation intérieure brute d'énergie dans la Communauté de la CECA et de l'Euratom s'élevait à 295 millions de tonnes d'équivalent charbon, soit 2,1 tonnes par habitant. Elle s'est située à 400 millions de tonnes d'équivalent charbon en 1955, soit 2,45 tonnes par habitant. De 1950 à 1955, la consommation d'énergie a augmenté de 26 %; l'Europe continentale n'a pu « tenir le coup » qu'en important, en provenance des pays tiers, des quantités de plus en plus grandes

d'énergie. En effet, le charbon, qui en constitue notre principale source n'a pu être extrait au rythme des besoins, faute de possibilités. D'autre part, notre continent ne dispose guère des énergies autres que le charbon (force hydraulique et fuel). Dans ces conditions, nos six pays importent actuellement l'équivalent de 100 millions de tonnes de charbon (en pétrole principalement), soit le quart environ de leurs besoins. Ces importations ne feront que croître. En supposant, dans nos six pays, un développement moyen annuel modéré (plus lent que durant les années précédentes), nos importations en énergie atteindront 200 millions de tonnes d'équivalent charbon en 1967, soit 33 % de nos besoins et 300 millions de tonnes d'équivalent charbon en 1977, soit 40 % de notre appétit. Nous sommes des mendiants d'énergie et nous le serons bien plus demain.

Cette extrême dépendance énergétique de l'Europe pourrait être théoriquement considérée comme un phénomène normal, dont il ne faudrait pas à priori s'alarmer. Importer, après tout, n'est pas un crime. Deux considérations essentielles sont à retenir qui donnent tort à ceux qui raisonneraient ainsi en cigales.

D'une part, il est extrêmement dangereux de perdre l'indépendance de l'énergie, car elle conduit à l'abandon de l'indépendance politique. La monarchie britannique, enseigne l'Histoire, a perdu ses privilèges parce qu'elle a dû dépendre financièrement de ceux qui détenaient l'argent. Il est plus grave aujourd'hui, en notre civilisation mécanisée, de manquer d'énergie que d'argent, l'énergie est mortelle en notre monde contemporain et nos pays abandonneraient sûrement leur indépendance s'ils admettaient de survivre grâce à l'apport décisif de leurs fournisseurs de pétrole en l'occurrence.

D'autre part, en dehors de ces considérations politiques, notre expansion économique ne peut être suffisamment assurée si elle est à la merci d'importations énergétiques trop grandes. Le Moyen-Orient produit beaucoup de pétrole et, de plus en plus, il sera prédominant dans le monde. L'instabilité politique de cette région est évidente et il serait dangereux de nous mettre dans une situation telle que nous ne pourrions plus respirer, sans l'arrivage continu des bonbonnes d'oxygène des pays arabes. En supposant même que nos importations d'énergie soient garanties sur facture, il faudrait encore les payer. Les six pays de la CECA, du Marché commun et de l'Euratom devront trouver cette année environ 100 milliards de francs belges pour financer leurs achats d'énergie. Cette « douloureuse » atteindra 200 milliards en 1967 et 300 milliards en 1977, suivant les prévisions du rapport des « trois sages ». Ces exportations de capitaux vont peser lourdement sur nos balances de paiement. Nous ne pourrions payer la note qu'en exportant beaucoup de produits, dont la vente nous fournira des devises. Mais nous ne pourrions exporter beaucoup qu'en produisant davantage, ce qui suppose que nous accroissions notre disponible énergétique, On en revient toujours au même point.

Il est grand temps que l'Europe développe sa production d'énergie si elle veut échapper à la condition de mendicante. Il est d'autant plus urgent de se hâter que la création même du Marché commun peut provoquer une demande d'énergie de loin supérieure aux prévisions du rapport des « trois sages ». Si le Marché commun réussit, ce qu'il faut vivement souhaiter, les six pays de la petite Europe, en raison de l'expansion économique qui en résultera, auront besoin d'un disponible énergétique supérieur aux prévisions basées sur la structure économique actuelle, faible en raison des cloisons protectionnistes.

Qu'on nous comprenne bien d'autre part. Nous ne sacrifions pas à un nationalisme européen, aussi médiocre que l'autre, en réclamant une Europe, suffisamment indépendante en matière d'énergie. Il ne s'agit pas de vouloir forcer la nature et d'aboutir à l'autarcie en ce domaine. Il est normal que, dans les années à venir, nous importions encore de très grandes quantités de pétrole. Il serait stupide de, se priver de cette source, qui est en pleine expansion et qui est d'une extrême commodité. Nous serions d'ailleurs bien empêchés de nous en passer. L'énergie atomique viendra comme appoint et tant qu'il y aura du fuel économiquement rentable, il sera le très bien venu à Anvers et à Zeebrugge. Tout sentiment autarcique doit être exclu en matière atomique même. L'Europe ira de l'avant en ce domaine avec le concours actif de ses alliés naturels de l'Atlantique. Les États-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne ont donné d'heureuses assurances à cet égard.

L'appoint de l'énergie atomique

Quels sont les objectifs atomiques qui se dégagent du rapport des « trois sages » ? Ils sont à la fois modestes

et ambitieux. Ils proposent à l'Europe la production, dès 1967, de 15 millions de kW d'énergie électrique à partir des centrales nucléaires, ce qui permettrait de limiter nos importations d'énergie au niveau approximatif de 165 millions d'équivalent de tonnes de charbon, soit celui de 1963, suivant les prévisions. Il ne s'agit donc pas de réduire nos achats dans les pays tiers, mais simplement de maintenir leur importance à ce montant supportable, dans la perspective d'une expansion économique continue. En fait, nos importations d'énergie augmenteraient encore de 65 millions de tonnes d'équivalent charbon, soit de près des deux tiers de ce qu'elles sont actuellement. Il semble que cet objectif soit raisonnable. Il est néanmoins ambitieux quand on imagine l'effort qu'il représente pour l'Europe.

La somme actuelle des plans atomiques de nos six pays atteint environ 6 millions de kW à installer d'ici 1967. Les « trois sages » nous proposent un plan deux fois et demi plus important. Si l'on s'en réfère à l'expérience britannique, on constate que le Royaume-Uni a l'ambition de construire en dix ans 5 à 6 millions de kW nucléaires pour son usage interne et d'exporter une quantité équivalente, soit une capacité totale de 10 à 12 millions de kW nucléaires. Or, la consommation électrique de nos six pays est trois fois supérieure à celle de l'Angleterre. Leurs industries électrique et mécanique ont une capacité qui est 1,6 fois celle des mêmes industries d'outre-Manche. Les 15 millions de kW nucléaires semblent donc à l'échelle de la dimension économique du Marché commun.

L'édification des centrales nucléaires produisant en 1967 les 15 millions de kW proposés exige, d'autre part, la présence d'un nombre suffisant de techniciens pour les construire d'abord et pour les manier ensuite. Les pays continentaux ne sont pas spécialement riches en ce domaine, mais leur tradition industrielle doit leur permettre une transposition indispensable, pour autant qu'ils fournissent sans tarder l'effort nécessaire. L'industrie des fabrications métalliques paraît, d'autre part, à même de fournir l'équipement des centrales nucléaires, à en juger par l'expérience britannique.

Il faut encore disposer du combustible nucléaire pour alimenter les centrales. Les possibilités existent, tant en uranium naturel qu'en uranium enrichi. Enfin, il faut pouvoir compter sur les moyens financiers nécessaires. La mise en service, au cours des dix prochaines années, du programme énoncé, représente un coût d'investissement, charge du combustible comprise, qui serait un peu plus de deux fois et demi celui des centrales classiques. La différence serait de 4 millions de dollars (200 milliards de francs belges) soit entre 1 et 2 % du total des investissements de nos six pays en dix ans. Il ne fait aucun doute que ce problème est particulièrement délicat à résoudre. Le rapport des « trois sages » estime qu'il s'agit, en définitive, d'une modification de la répartition générale des investissements plutôt que d'un accroissement global des charges. En effet, sans intervention de l'énergie électrique nucléaire, « le supplément de note à payer pour les importations de charbon et de pétrole exigerait un développement des exportations qui entraînerait, à son tour, une augmentation des investissements dans les industries exportatrices. De même, un accroissement des importations de charbon et de pétrole à destination de nouvelles centrales atomiques nécessiterait de nouveaux investissements dans le secteur des transports, notamment pour la construction de navires et d'installations portuaires ».

Cette conception nous paraît fort optimiste en sa simplification. Le rapport des « trois sages » semble perdre de vue que, de toute façon, il faudra augmenter, aux deux tiers des importations actuelles, les achats d'énergie (pétrolière principalement) dans les pays extra-européens. Il y aura donc, en même temps qu'une modification générale de la répartition des investissements, un accroissement parallèle des équipements en énergie classique comme en énergie nucléaire, un développement des installations portuaires, un accroissement des investissements afin de compenser par des exportations accrues la sortie des capitaux provoquée par les importations montantes d'énergie. Ce dernier phénomène risque d'autant plus de se vérifier que l'implantation de l'industrie électrique à base atomique exigera, de l'aveu même du rapport des « trois sages », des appels à l'étranger, qui pourraient représenter 50 % du total des investissements nucléaires.

Dans ces conditions, l'on se trouvera très probablement devant une double perspective : un accroissement important des investissements globaux et un développement très considérable des investissements dans l'industrie de l'électricité proprement dite. Or ce secteur se trouve déjà devant des problèmes extrêmement difficiles, dans le cadre de ses programmes immédiats en énergie classique. Pour la seule Belgique, les

milieux compétents de cette industrie considèrent qu'il leur faudra disposer d'environ 3 milliards de capitaux frais par an pour en sortir. Ces sommes devront nécessairement être augmentées dans l'hypothèse nucléaire. Sans doute, nos producteurs d'électricité ont-ils réussi jusqu'ici à assurer les financements nécessaires. Il conviendra cependant de les placer dans une situation favorable, compte tenu de la « course de fond » qu'ils vont devoir livrer. Le rapport des « trois sages » aborde ce problème avec franchise : « Il existe, écrit-il, une discordance entre l'intérêt public, qui exige que nous atteignions notre objectif, et celui du producteur d'électricité, qui affronte certains risques financiers, lorsqu'il consacre de lourds investissements à des centrales nucléaires, au lieu de construire des centrales classiques. Du point de vue de l'intérêt public, c'est l'inaction qui présente un danger. Il est donc indispensable que l'on prenne sans délai des engagements au sujet des premières installations, tant pour effectuer un démarrage rapide que pour obtenir, dans le domaine de la construction des réacteurs, le maximum d'expérience dans le minimum de temps. Comme les conditions diffèrent considérablement d'un pays à l'autre, nous ne sommes pas en mesure de suggérer des solutions. C'est donc à la commission d'Euratom, en association avec les gouvernements et les industries intéressées, qu'il appartiendra de procéder à une étude approfondie de ce problème; s'il n'était pas résolu, il serait totalement illusoire de vouloir atteindre notre objectif et, par conséquent, de compter obtenir une stabilisation des importations d'énergie. La Commission d'Euratom devra donc examiner les moyens propres à stimuler les décisions, en proposant par exemple une accélération de l'amortissement des centrales nucléaires qui fonctionneront au cours des premières années, de loin les plus difficiles, et d'autres mesures financières ». Cette suggestion relative à l'amortissement accéléré paraît devoir être retenue en Belgique.

Quelques réflexions

Nous n'avons retenu que quelques grands traits du rapport des « trois sages », de façon à poser le problème de l'expansion énergétique de l'Europe et de dégager rapidement les avenues économiques de demain. Quelques réflexions s'imposent, pour terminer :

1. Sans doute pourra-t-on discuter ce rapport en une série de points. Certains le trouveront trop pessimiste quand à la crise de l'énergie en Europe et en Belgique et estimeront que les précisions faites sont un jeu d'esprits enclins à noircir les situations pour favoriser le dirigisme supranational et national. Nous rétorquerons à ces éventuels méfiants que les « trois sages » se basent sur une conception optimiste, qui est celle de l'expansion européenne. Ils font confiance à l'avenir et les libéraux de tempérament auraient grand tort de leur en faire grief. En fait, les précisions des « trois sages », à leur échelle, correspondent fort bien aux estimations de nos producteurs privés d'électricité de Belgique, dans leur dernier rapport. Ce document, que nous avons brièvement analysé dans notre précédente chronique, souligne à la fois nos énormes besoins en énergie et notre dangereuse dépendance des fournitures extérieures. Il est indéniable, compte tenu de ces témoignages convergents, qu'un très sérieux problème se pose à nos pays d'Occident. Nous devons devenir des « énergétiquement forts » si nous voulons garder - ou plus exactement retrouver - un rang convenable dans l'économie mondiale.

2. Cela suppose un effort considérable et immédiat, notamment en formation de techniciens et de capitaux. Le secteur privé doit prendre courageusement ses responsabilités à cet égard, sans sacrifier aux vues facilement un peu courtes des seuls financiers. Mais il faut en même temps que les pouvoirs publics créent les conditions propices au dynamisme industriel. Le fonctionnement actuel des finances publiques, dominé dans notre pays notamment par une politique de facilité électoraliste, est vicié à cet égard. Il faut rendre possible la création de « capitaux de risques », ce qui suppose une mainmise moins grande de l'État et des parastataux sur le marché des capitaux, des possibilités : d'amortissement largement accrues et la restauration de la notion du profit. Si jamais, en raison des *impedimenta* semés sur ses pas, le secteur privé était défaillant dans les prochaines années, nous tomberions dans un mal pernicieux. L'État serait amené à prendre la responsabilité pratique de notre expansion économique. L'expérience démontre qu'il est toujours en retard d'une technique, comme les militaires sont traditionnellement en retard d'une guerre. Il faut prévoir, à côté de la formation de capitaux, celle des techniciens. Notre enseignement doit « sprinter » afin de se lancer rapidement dans la course mondiale sur ce point. Nous ne nous étendrons pas sur ce problème, les lecteurs de la *Revue générale belge* ayant pu prendre connaissance, en sa précédente livraison, d'une remarquable étude du ministre Harmel sur cette question cruciale. Soulignons en tout cas que la guerre

scolaire déclenchée en Belgique par les gauches, il y a plus de trois ans, est un crime, dans la perspective ici évoquée.

3. Les solutions des graves problèmes posés peuvent être grandement facilitées par la collaboration internationale. Sur le plan européen d'abord, les six sont acculés à réaliser en commun certains efforts. La formation des techniciens continentaux doit normalement être assurée dans un cadre unique sous peine de dépenser beaucoup d'argent pour un résultat médiocre. Les six doivent également réaliser ensemble certaines entreprises. Si l'usine de séparation isotopique, en vue de fournir de l'uranium enrichi, n'est pas nécessaire dans les circonstances actuelles, la récupération, par le truchement chimique, des matières nucléaires ayant déjà fourni l'électricité, impose très probablement des installations dépassant le cadre national.

Non seulement les six doivent mettre certaines choses en commun, mais encore leur effort sera largement encouragé par la collaboration avec les pays plus nucléairement développés. C'est le cas des États-Unis, du Canada et du Royaume-Uni. Le rapport des « trois sages » est particulièrement rassurant à cet égard. Il fait état, en effet, de promesses fermes, principalement des États-Unis. L'on pourrait se trouver bientôt devant la perspective extrêmement encourageante d'une sorte de « new look » du plan Marshall, au moins aussi décisif pour notre avenir que l'aide américaine officiellement baptisée de ce nom célèbre. La relance européenne y trouverait un tremplin.

Cette incorporation de nos problèmes énergétiques, et de tous les autres d'ailleurs, dans un contexte nécessairement international ne doit pas, pour autant, du seul fait que l'on s'engage dans un décor nouveau, faire perdre la notion du réel concret. Il importe, dès lors, de laisser agir, suivant les exigences de la nature humaine, l'initiative privée dans une suffisante souplesse, sans vouloir tout régler au niveau de la technocratie supranationale, polytechnicienne ou fonctionnariste. Cette souplesse est particulièrement nécessaire dans une industrie naissante. L'automobile ne serait pas où elle en est si l'encasernement étatiste l'avait marquée.

4. Il ne faut pas céder au lyrisme facile. Le Marché commun et l'Euratom, dont le rapport des « trois sages » est la première manifestation précise, ne sont pas destinés à tout arranger par miracle. Il nous faudra, au prix d'un grand effort, profiter de la grâce qui passe, c'est-à-dire de l'occasion qui nous est donnée de situer nos économies trop étriquées dans la dimension nécessaire, qui est pour le moins européenne. Ce ne sera pas une période de facilité. Au contraire, nos pays devront abandonner le penchant laxiste qui caractérise trop souvent leur comportement, particulièrement au stade des pouvoirs publics. Il faudra être plus sévère et plus clairvoyant. Si l'on continue à s'aligner sur l'électoratisme national, l'on sera incapable de s'adapter aux nécessités du marché commun international.

5. Le rapport des « trois sages » doit être examiné de près, notamment en ce qui concerne les données concrètes qu'il fournit. Est-il raisonnable d'imposer un programme de 15 millions de kW atomiques en dix ans ? Les prévisions relatives au coût de l'électricité nucléaire sont-elles suffisamment sûres, compte tenu du fait que personne - et même pas les Américains - ne dispose d'une expérience vécue en matière d'exploitation industrielle de cette énergie ? Si la ligne générale de ce rapport est à approuver, les voies et moyens qu'il propose doivent être passés au crible d'un sain réalisme. Ce sera la responsabilité des autorités d'Euratom et celle des industries privées engagées dans l'aventure atomique. Elles décideront finalement.